



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R76-2026-086

PUBLIÉ LE 5 FÉVRIER 2026

Sommaire

Agence Régionale de Santé Occitanie / Direction de l'Offre de Soins et de l'Autonomie

R76-2026-01-28-00005 - ARRÊTÉ N°2026-0544 Assoc Millavoise Insertion et Orientation FMIS Accidentés de la Route 2025 (2 pages)	Page 3
R76-2026-01-28-00006 - Arrêté N°2026-0545 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à l'UEROS APSH 30 FMIS Accidentés de la Route 2025 (2 pages)	Page 6
R76-2026-01-28-00007 - ARRETE N°2026-0546 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à l'Union Cépières Monnier FMIS Accidentés de la Route 2025 (2 pages)	Page 9
R76-2026-01-28-00008 - ARRÊTÉ N°2026-0547 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à YMCA OCCITANIE FMIS Accidentés de la Route 2025 (2 pages)	Page 12
R76-2026-01-28-00009 - ARRÊTÉ N°2026-0548 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à l'ESRP ESPO EPNAK Saint-Gaudens FMIS Accidentés de la Route 2025 (2 pages)	Page 15
R76-2026-01-28-00010 - ARRÊTÉ N°2026-0549 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée au MAS de St Lys FMIS Accidentés de la Route 2025 (2 pages)	Page 18
R76-2026-01-28-00011 - ARRÊTÉ N°2026-0550 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à l'UEROS UGECAM Occitanie FMIS Accidentés de la Route 2025 (2 pages)	Page 21
R76-2026-01-28-00012 - ARRÊTÉ N°2026-0551 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à FAM LES FONTAINES D'O FMIS Accidentés de la Route 2025 (2 pages)	Page 24

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2026-01-28-00005

ARRÊTÉ N°2026-0544 Assoc Millavoise Insertion
et Orientation FMIS Accidentés de la Route 2025

ARRETE ARS Occitanie / 2026 - 0544

fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à l' :

Association Millavoise pour l'Insertion et l'Orientation

EJ FINESS : 120785837

EG FINESS : 120785845

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

VU le code de la santé publique et notamment l'article L.6112-2,

VU le code de la sécurité sociale notamment l'article L.162-22-6,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 notamment son article 40 modifié par l'ordonnance N° 2010-177 du 23 février 2010 article 25 et par la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 article 25,

VU la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015, notamment son article 74,

VU la loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025,

VU le décret no 2021-779 du 17 juin 2021 modifiant le décret no 2013-1217 du 23 décembre 2013 relatif au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé,

VU le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022,

VU la circulaire DGOS/FIP1/2025/131 du 8 septembre 2025 relative à la première délégation des crédits du Fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS) au titre de l'année 2025,

VU la note d'information interministérielle N°DGOS/FIP1/P2/DSS/1A/DGCS/SD3/DSR/2024/146 du 14 novembre 2024 relative à l'appel à projets, aux structures sanitaires et médico-sociales, destiné à améliorer la prise en charge des personnes accidentées de la route,

VU la décision ARS Occitanie n°2025-6514 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

VU la convention conclue entre l'AMIO - ASSO MILLAVOISE INSERTION ORIENT pour l'Association Millavoise pour l'Insertion et l'Orientation et l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Considérant l'appel à projet national lancé le 22 novembre 2024 sur la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge des personnes accidentées de la route,

Considérant que le projet déposé dans ce cadre et décrit ci-dessous, par l'Association Millavoise pour l'Insertion et l'Orientation été retenu par le comité de sélection national,

ARRETE

Article 1er :

Une subvention de **103 376,00 €** est allouée au titre du Fonds pour la modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) dans le cadre de la mise en oeuvre du projet retenu dans l'appel à projet sur la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge des personnes accidentées de la route.

Cette aide vise à accompagner l'établissement dans l'acquisition d'équipement décrit ci-dessous :

- Travaux d'accessibilité (17862€), tricycles adaptés (15012€), fauteuils adaptés (70502€)

Article 2 :

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'une convention entre l'AMIO - ASSO MILLAVOISE INSERTION ORIENT et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) versera la totalité ou partie de la somme mentionnée à l'article 1 de la présente convention sur présentation de l'arrêté de notification de la subvention, de la convention signée par les 2 parties, des factures acquittées accompagnées d'un état récapitulatif des dépenses (voir dernière page de l'avenant, signé par le comptable public pour les établissements publics et par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes pour les établissements privés. Ces éléments doivent être transmis via la plateforme employeurs publics (caissedesdepots.fr) (<https://plateformeemployeurs.caissedesdepots.fr/espace-prive/plateforme/#/public/accueil>).

Article 3 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

La Directrice de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en oeuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 28 janvier 2026

Pour le Directeur Général
Et par délégation
La Directrice de l'Offre de Soins et de l'Autonomie



Julie SENGER

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2026-01-28-00006

Arrêté N°2026-0545 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à l'UEROS APSH 30 FMIS Accidentés de la Route 2025

ARRETE ARS Occitanie / 2026 - 0545

fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à l' :

UEROS APSH 30

EJ FINESS : 300001138

EG FINESS : 300003738

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

VU le code de la santé publique et notamment l'article L.6112-2,

VU le code de la sécurité sociale notamment l'article L.162-22-6,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 notamment son article 40 modifié par l'ordonnance N° 2010-177 du 23 février 2010 article 25 et par la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 article 25,

VU la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015, notamment son article 74,

VU la loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025,

VU le décret no 2021-779 du 17 juin 2021 modifiant le décret no 2013-1217 du 23 décembre 2013 relatif au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé,

VU le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022,

VU la circulaire DGOS/FIP1/2025/131 du 8 septembre 2025 relative à la première délégation des crédits du Fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS) au titre de l'année 2025,

VU la note d'information interministérielle N°DGOS/FIP1/P2/DSS/1A/DGCS/SD3/DSR/2024/146 du 14 novembre 2024 relative à l'appel à projets, aux structures sanitaires et médico-sociales, destiné à améliorer la prise en charge des personnes accidentées de la route,

VU la décision ARS Occitanie n°2025-6514 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

VU la convention conclue entre l'APSH 30 pour l'UEROS APSH 30 et l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Considérant l'appel à projet national lancé le 22 novembre 2024 sur la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge des personnes accidentées de la route,

Considérant que le projet déposé dans ce cadre et décrit ci-dessous, par l'UEROS APSH 30 été retenu par le comité de sélection national,

ARRETE

Article 1er :

Une subvention de **44 368,00 €** est allouée au titre du Fonds pour la modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) dans le cadre de la mise en oeuvre du projet retenu dans l'appel à projet sur la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge des personnes accidentées de la route.

Cette aide vise à accompagner l'établissement dans l'acquisition d'équipement décrit ci-dessous :

- 1 casque de réalité virtuelle (28146€), 1 Medimooov Kinect (9840€), tests neuropsychologiques (2155,2€), matériels divers (4227,4€),

Article 2 :

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'une convention entre l'APSH 30 et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) versera la totalité ou partie de la somme mentionnée à l'article 1 de la présente convention sur présentation de l'arrêté de notification de la subvention, de la convention signée par les 2 parties, des factures acquittées accompagnées d'un état récapitulatif des dépenses (voir dernière page de l'avenant, signé par le comptable public pour les établissements publics et par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes pour les établissements privés. Ces éléments doivent être transmis via la plateforme employeurs publics (caissedesdepots.fr) (<https://plateformeemployeurs.caissedesdepots.fr/espace-prive/plateforme/#/public/accueil>).

Article 3 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

La Directrice de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en oeuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 28 janvier 2026

Pour le Directeur Général
Et par délégation
La Directrice de l'Offre de Soins et de l'Autonomie



Julie SENGER

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2026-01-28-00007

ARRETE N°2026-0546 fixant la subvention du
Fonds pour la Modernisation et l'Investissement
en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans
l'appel à projets « Accidentés de la route »,
allouée à l'Union Cépières Monnier FMIS
Accidentés de la Route 2025

ARRETE ARS Occitanie / 2026 - 0546

fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à l' :

UNION CEPIERE ROBERT MONNIER

EJ FINESS : 310003207

EG FINESS : 310007448

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

VU le code de la santé publique et notamment l'article L.6112-2,

VU le code de la sécurité sociale notamment l'article L.162-22-6,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 notamment son article 40 modifié par l'ordonnance N° 2010-177 du 23 février 2010 article 25 et par la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 article 25,

VU la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015, notamment son article 74,

VU la loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025,

VU le décret no 2021-779 du 17 juin 2021 modifiant le décret no 2013-1217 du 23 décembre 2013 relatif au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé,

VU le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022,

VU la circulaire DGOS/FIP1/2025/131 du 8 septembre 2025 relative à la première délégation des crédits du Fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS) au titre de l'année 2025,

VU la note d'information interministérielle N°DGOS/FIP1/P2/DSS/1A/DGCS/SD3/DSR/2024/146 du 14 novembre 2024 relative à l'appel à projets, aux structures sanitaires et médico-sociales, destiné à améliorer la prise en charge des personnes accidentées de la route,

VU la décision ARS Occitanie n°2025-6514 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

VU la convention conclue entre le CHRS UNION CEPIERE ROBERT MONNIER pour l'UNION CEPIERE ROBERT MONNIER et l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Considérant l'appel à projet national lancé le 22 novembre 2024 sur la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge des personnes accidentées de la route,

Considérant que le projet déposé dans ce cadre et décrit ci-dessous, par l'UNION CEPIERE ROBERT MONNIER été retenu par le comité de sélection national,

ARRETE

Article 1er :

Une subvention de **23 936,00 €** est allouée au titre du Fonds pour la modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) dans le cadre de la mise en oeuvre du projet retenu dans l'appel à projet sur la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge des personnes accidentées de la route.

Cette aide vise à accompagner l'établissement dans l'acquisition d'équipement décrit ci-dessous :

- Mobiliers adaptables et outils pédagogiques (23936€)

Article 2 :

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'une convention entre le CHRS UNION CEPIERE ROBERT MONNIER et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) versera la totalité ou partie de la somme mentionnée à l'article 1 de la présente convention sur présentation de l'arrêté de notification de la subvention, de la convention signée par les 2 parties, des factures acquittées accompagnées d'un état récapitulatif des dépenses (voir dernière page de l'avenant, signé par le comptable public pour les établissements publics et par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes pour les établissements privés. Ces éléments doivent être transmis via la plateforme employeurs publics (caissedesdepots.fr) (<https://plateformeemployeurs.caissedesdepots.fr/espace-privé/plateforme/#/public/accueil>).

Article 3 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

La Directrice de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en oeuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 28 janvier 2026

Pour le Directeur Général
Et par délégation
La Directrice de l'Offre de Soins et de l'Autonomie



Julie SENGER

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2026-01-28-00008

ARRÊTÉ N°2026-0547 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à YMCA OCCITANIE FMIS Accidentés de la Route 2025

ARRETE ARS Occitanie / 2026 - 0547

fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à l' :

YMCA OCCITANIE

EJ FINESS : 310788831

EG FINESS : 310019294

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

VU le code de la santé publique et notamment l'article L.6112-2,

VU le code de la sécurité sociale notamment l'article L.162-22-6,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 notamment son article 40 modifié par l'ordonnance N° 2010-177 du 23 février 2010 article 25 et par la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 article 25,

VU la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015, notamment son article 74,

VU la loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025,

VU le décret no 2021-779 du 17 juin 2021 modifiant le décret no 2013-1217 du 23 décembre 2013 relatif au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé,

VU le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022,

VU la circulaire DGOS/FIP1/2025/131 du 8 septembre 2025 relative à la première délégation des crédits du Fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS) au titre de l'année 2025,

VU la note d'information interministérielle N°DGOS/FIP1/P2/DSS/1A/DGCS/SD3/DSR/2024/146 du 14 novembre 2024 relative à l'appel à projets, aux structures sanitaires et médico-sociales, destiné à améliorer la prise en charge des personnes accidentées de la route,

VU la décision ARS Occitanie n°2025-6514 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

VU la convention conclue entre l'ASSOCIATION YMCA UCJG pour l'YMCA OCCITANIE et l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Considérant l'appel à projet national lancé le 22 novembre 2024 sur la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge des personnes accidentées de la route,

Considérant que le projet déposé dans ce cadre et décrit ci-dessous, par l'YMCA OCCITANIE été retenu par le comité de sélection national,

ARRETE

Article 1er :

Une subvention de **38 767,00 €** est allouée au titre du Fonds pour la modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) dans le cadre de la mise en oeuvre du projet retenu dans l'appel à projet sur la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge des personnes accidentées de la route.

Cette aide vise à accompagner l'établissement dans l'acquisition d'équipement décrit ci-dessous :

- 1 Véhicule adapté Type C3 (devis Stellantis) + aménagement (27055,19€), vélos et tapis de marche (10680,36€), 1 casque de réalité virtuelle (1031,65€)

Article 2 :

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'une convention entre l'ASSOCIATION YMCA UCJG et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) versera la totalité ou partie de la somme mentionnée à l'article 1 de la présente convention sur présentation de l'arrêté de notification de la subvention, de la convention signée par les 2 parties, des factures acquittées accompagnées d'un état récapitulatif des dépenses (voir dernière page de l'avenant, signé par le comptable public pour les établissements publics et par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes pour les établissements privés. Ces éléments doivent être transmis via la plateforme employeurs publics (caissedesdepots.fr) (<https://plateformeemployeurs.caissedesdepots.fr/espace-privé/plateforme/#/public/accueil>).

Article 3 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

La Directrice de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en oeuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 28 janvier 2026

Pour le Directeur Général
Et par délégation
La Directrice de l'Offre de Soins et de l'Autonomie



Julie SENGER

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2026-01-28-00009

ARRÊTÉ N°2026-0548 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à l'ESRP ESPo EPNAK Saint-Gaudens FMIS Accidentés de la Route 2025

ARRETE ARS Occitanie / 2026 - 0548

fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à l' :

ESRP ESPo EPNAK St Gaudens

EJ FINISS : 910808781

EG FINISS : 310036751

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

VU le code de la santé publique et notamment l'article L.6112-2,

VU le code de la sécurité sociale notamment l'article L.162-22-6,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 notamment son article 40 modifié par l'ordonnance N° 2010-177 du 23 février 2010 article 25 et par la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 article 25,

VU la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015, notamment son article 74,

VU la loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025,

VU le décret no 2021-779 du 17 juin 2021 modifiant le décret no 2013-1217 du 23 décembre 2013 relatif au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé,

VU le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022,

VU la circulaire DGOS/FIP1/2025/131 du 8 septembre 2025 relative à la première délégation des crédits du Fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS) au titre de l'année 2025,

VU la note d'information interministérielle N°DGOS/FIP1/P2/DSS/1A/DGCS/SD3/DSR/2024/146 du 14 novembre 2024 relative à l'appel à projets, aux structures sanitaires et médico-sociales, destiné à améliorer la prise en charge des personnes accidentées de la route,

VU la décision ARS Occitanie n°2025-6514 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

VU la convention conclue entre l'TAB PUBLIC NAT ANTOINE KOENIGSWARTER pour l'ESRP/ESPo EPNAK St Gaudens et l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Considérant l'appel à projet national lancé le 22 novembre 2024 sur la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge des personnes accidentées de la route,

Considérant que le projet déposé dans ce cadre et décrit ci-dessous, par l'ESRP/ESPo EPNAK St Gaudens été retenu par le comité de sélection national,

ARRETE

Article 1er :

Une subvention de **30 000,00 €** est allouée au titre du Fonds pour la modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) dans le cadre de la mise en oeuvre du projet retenu dans l'appel à projet sur la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge des personnes accidentées de la route.

Cette aide vise à accompagner l'établissement dans l'acquisition d'équipement décrit ci-dessous :

- 1 simulateur de conduite (30 000€). Projet co-financé par l'établissement

Article 2 :

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'une convention entre l'ETAB PUBLIC NAT ANTOINE KOENIGSWARTER et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) versera la totalité ou partie de la somme mentionnée à l'article 1 de la présente convention sur présentation de l'arrêté de notification de la subvention, de la convention signée par les 2 parties, des factures acquittées accompagnées d'un état récapitulatif des dépenses (voir dernière page de l'avenant, signé par le comptable public pour les établissements publics et par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes pour les établissements privés. Ces éléments doivent être transmis via la plateforme employeurs publics (caissedesdepots.fr) (<https://plateformeemployeurs.caissedesdepots.fr/espace-privé/plateforme/#/public/accueil>).

Article 3 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

La Directrice de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en oeuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 28 janvier 2026

Pour le Directeur Général
Et par délégation
La Directrice de l'Offre de Soins et de l'Autonomie



Julie SENGER

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2026-01-28-00010

ARRÊTÉ N°2026-0549 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée au MAS de St Lys FMIS Accidentés de la Route 2025

ARRETE ARS Occitanie / 2026 - 0549

fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à la :

MAS de St Lys

EJ FINESS : 310788997

EG FINESS : 310792742

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

VU le code de la santé publique et notamment l'article L.6112-2,

VU le code de la sécurité sociale notamment l'article L.162-22-6,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 notamment son article 40 modifié par l'ordonnance N° 2010-177 du 23 février 2010 article 25 et par la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 article 25,

VU la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015, notamment son article 74,

VU la loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025,

VU le décret no 2021-779 du 17 juin 2021 modifiant le décret no 2013-1217 du 23 décembre 2013 relatif au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé,

VU le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022,

VU la circulaire DGOS/FIP1/2025/131 du 8 septembre 2025 relative à la première délégation des crédits du Fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS) au titre de l'année 2025,

VU la note d'information interministérielle N°DGOS/FIP1/P2/DSS/1A/DGCS/SD3/DSR/2024/146 du 14 novembre 2024 relative à l'appel à projets, aux structures sanitaires et médico-sociales, destiné à améliorer la prise en charge des personnes accidentées de la route,

VU la décision ARS Occitanie n°2025-6514 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

VU la convention conclue entre l'ASSOCIATION LES AMIS DE L'ENFANCE pour la MAS de St Lys et l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Considérant l'appel à projet national lancé le 22 novembre 2024 sur la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge des personnes accidentées de la route,

Considérant que le projet déposé dans ce cadre et décrit ci-dessous, par la MAS de St Lys été retenu par le comité de sélection national,

ARRETE

Article 1er :

Une subvention de **39 667,00 €** est allouée au titre du Fonds pour la modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) dans le cadre de la mise en oeuvre du projet retenu dans l'appel à projet sur la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge des personnes accidentées de la route.

Cette aide vise à accompagner l'établissement dans l'acquisition d'équipement décrit ci-dessous :

- 1 tapis de rééducation (17700€), 1 portique ambulatoire (850€), 1 équipement réalité virtuelle (12300€), 1 pédalier avec options (2300€)

Article 2 :

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'une convention entre l'ASSOCIATION LES AMIS DE L'ENFANCE et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) versera la totalité ou partie de la somme mentionnée à l'article 1 de la présente convention sur présentation de l'arrêté de notification de la subvention, de la convention signée par les 2 parties, des factures acquittées accompagnées d'un état récapitulatif des dépenses (voir dernière page de l'avenant, signé par le comptable public pour les établissements publics et par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes pour les établissements privés. Ces éléments doivent être transmis via la plateforme employeurs publics (caissedesdepots.fr) (<https://plateformeemployeurs.caissedesdepots.fr/espace-privé/plateforme/#/public/accueil>).

Article 3 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

La Directrice de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en oeuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 28 janvier 2026

Pour le Directeur Général
Et par délégation
La Directrice de l'Offre de Soins et de l'Autonomie



Julie SENGER

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2026-01-28-00011

ARRÊTÉ N°2026-0550 fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à l'UEROS UGECAM Occitanie FMIS Accidentés de la Route 2025

ARRETE ARS Occitanie / 2026 - 0550

fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée à l' :

UEROS UGECAM Occitanie

EJ FINESS : 340010248

EG FINESS : 340010248

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

VU le code de la santé publique et notamment l'article L.6112-2,

VU le code de la sécurité sociale notamment l'article L.162-22-6,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 notamment son article 40 modifié par l'ordonnance N° 2010-177 du 23 février 2010 article 25 et par la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 article 25,

VU la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015, notamment son article 74,

VU la loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025,

VU le décret no 2021-779 du 17 juin 2021 modifiant le décret no 2013-1217 du 23 décembre 2013 relatif au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé,

VU le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022,

VU la circulaire DGOS/FIP1/2025/131 du 8 septembre 2025 relative à la première délégation des crédits du Fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS) au titre de l'année 2025,

VU la note d'information interministérielle N°DGOS/FIP1/P2/DSS/1A/DGCS/SD3/DSR/2024/146 du 14 novembre 2024 relative à l'appel à projets, aux structures sanitaires et médico-sociales, destiné à améliorer la prise en charge des personnes accidentées de la route,

VU la décision ARS Occitanie n°2025-6514 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

VU la convention conclue entre l'UEROS UGECAM OCCITANIE pour l'UEROS UGECAM Occitanie et l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Considérant l'appel à projet national lancé le 22 novembre 2024 sur la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge des personnes accidentées de la route,

Considérant que le projet déposé dans ce cadre et décrit ci-dessous, par l'UEROS UGECAM Occitanie été retenu par le comité de sélection national,

ARRETE

Article 1er :

Une subvention de **118 810,00 €** est allouée au titre du Fonds pour la modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) dans le cadre de la mise en oeuvre du projet retenu dans l'appel à projet sur la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge des personnes accidentées de la route.

Cette aide vise à accompagner l'établissement dans l'acquisition d'équipement décrit ci-dessous :

- 1 simulateur de conduite (110724€), 1 bureau à hauteur variable (8086€)

Article 2 :

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'une convention entre l'UEROS UGECAM OCCITANIE et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) versera la totalité ou partie de la somme mentionnée à l'article 1 de la présente convention sur présentation de l'arrêté de notification de la subvention, de la convention signée par les 2 parties, des factures acquittées accompagnées d'un état récapitulatif des dépenses (voir dernière page de l'avenant, signé par le comptable public pour les établissements publics et par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes pour les établissements privés. Ces éléments doivent être transmis via la plateforme employeurs publics (caissedesdepots.fr) (<https://plateformeemployeurs.caissedesdepots.fr/espace-privé/plateforme/#/public/accueil>).

Article 3 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

La Directrice de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en oeuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 28 janvier 2026

Pour le Directeur Général
Et par délégation
La Directrice de l'Offre de Soins et de l'Autonomie



Julie SENGER

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2026-01-28-00012

ARRÊTÉ N°2026-0551 fixant la subvention du
Fonds pour la Modernisation et l'Investissement
en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans
l'appel à projets « Accidentés de la route »,
allouée à FAM LES FONTAINES D'O FMIS
Accidentés de la Route 2025

ARRETE ARS Occitanie / 2026 - 0551

fixant la subvention du Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS), au titre du projet retenu dans l'appel à projets « Accidentés de la route », allouée au :

FAM LES FONTAINES D'O

EJ FINESS : 340787589

EG FINESS : 340015064

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

VU le code de la santé publique et notamment l'article L.6112-2,

VU le code de la sécurité sociale notamment l'article L.162-22-6,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 notamment son article 40 modifié par l'ordonnance N° 2010-177 du 23 février 2010 article 25 et par la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 article 25,

VU la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015, notamment son article 74,

VU la loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025,

VU le décret no 2021-779 du 17 juin 2021 modifiant le décret no 2013-1217 du 23 décembre 2013 relatif au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé,

VU le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022,

VU la circulaire DGOS/FIP1/2025/131 du 8 septembre 2025 relative à la première délégation des crédits du Fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS) au titre de l'année 2025,

VU la note d'information interministérielle N°DGOS/FIP1/P2/DSS/1A/DGCS/SD3/DSR/2024/146 du 14 novembre 2024 relative à l'appel à projets, aux structures sanitaires et médico-sociales, destiné à améliorer la prise en charge des personnes accidentées de la route,

VU la décision ARS Occitanie n°2025-6514 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

VU la convention conclue entre ADAGES pour le FAM LES FONTAINES D'O et l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Considérant l'appel à projet national lancé le 22 novembre 2024 sur la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge des personnes accidentées de la route,

Considérant que le projet déposé dans ce cadre et décrit ci-dessous, par le FAM LES FONTAINES D'O été retenu par le comité de sélection national,

ARRETE

Article 1er :

Une subvention de **49 428,00 €** est allouée au titre du Fonds pour la modernisation et l'Investissement en Santé (FMIS) dans le cadre de la mise en oeuvre du projet retenu dans l'appel à projet sur la modernisation des structures sanitaires et médico-sociales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des prises en charge des personnes accidentées de la route.

Cette aide vise à accompagner l'établissement dans l'acquisition d'équipement décrit ci-dessous :

- 1 simulateur de conduite (49428€)

Article 2 :

Le versement de cette aide est conditionné à la conclusion d'une convention entre la **ADAGES** et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) versera la totalité ou partie de la somme mentionnée à l'article 1 de la présente convention sur présentation de l'arrêté de notification de la subvention, de la convention signée par les 2 parties, des factures acquittées accompagnées d'un état récapitulatif des dépenses (voir dernière page de l'avenant, signé par le comptable public pour les établissements publics et par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes pour les établissements privés. Ces éléments doivent être transmis via la plateforme employeurs publics (caissedesdepots.fr) (<https://plateformeemployeurs.caissedesdepots.fr/espace-privé/plateforme/#/public/accueil>).

Article 3 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Administratif dans un délai franc de 2 mois à compter de sa notification pour l'établissement ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

La Directrice de l'Offre de Soins et de l'Autonomie est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée pour mise en oeuvre à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région.

Montpellier le 28 janvier 2026

Pour le Directeur Général
Et par délégation
La Directrice de l'Offre de Soins et de l'Autonomie



Julie SENGER